



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N°71 du 5 Décembre 2025



La Charte européenne des droits fondamentaux fête ses 25 ans.

Proclamée à Nice le 7 décembre 2000, cette déclaration à l'initiative du Mouvement Européen est devenue juridiquement contraignante avec le traité de Lisbonne en 2009 et constitue aujourd'hui un pilier du droit de l'Union européenne. Elle vise à rassembler en un seul texte les droits civils, politiques, économiques et sociaux déjà reconnus dans les traités, les constitutions nationales et la Convention européenne des droits de l'homme. Elle comporte 54 articles organisés en six grands chapitres : **dignité, liberté, égalité, solidarité, citoyenneté et justice**.

A l'origine, la Charte était une déclaration politique et elle acquiert une **valeur juridique contraignante** avec le Traité de Lisbonne en **2009** et pour les institutions européennes et les Etats membres elle est devenue juridiquement obligatoire lorsqu'ils appliquent le droit européen. Elle est intervenue lors de la **crise sanitaire du Covid 19** pour des confinements proportionnés, un accès équitables aux vaccins et un télétravail encadré, sur **les migrations** pour les contestations des refoulements, la protection des mineurs et l'encadrement des expulsions et pour **le numérique** par la limitation de la surveillance, l'encadrement des transferts de données et un IA responsable.

Les 5 et 6 décembre 2025 à Nice plusieurs événements commémoratifs sont organisés dont un **Forum de la société civile** pour réaffirmer le rôle de la Charte comme socle de valeurs communes et débattre de son avenir face aux défis contemporains (numérique, migrations, climat et démocratie). La pandémie, la surveillance numérique, les migrations et la montée des populismes ont mis à l'épreuve la capacité de l'UE à défendre ses valeurs, les 25 ans de la Charte relancent le débat sur son rôle dans **la protection des droits fondamentaux** et la nécessité de renforcer ses mécanismes de contrôle;

Source :Chap GPT



Eurobazooka : Ce que les européens veulent vraiment !

Le 4 décembre 2025, le baromètre européen des opinions publiques nous informe : **48 %** des Européens considèrent Donald Trump comme un **ennemi** de l'Europe, **51 %** jugent élevé **le risque d'une guerre ouverte avec la Russie** dans les prochaines années. **18 %** estiment **ce risque « très élevé »**, avec une inquiétude maximale en Pologne. **69 %** des sondés **doutent de la capacité militaire** de leur pays à se défendre. Au Portugal, en Italie et en Belgique, plus de **80 %** partagent un sentiment **de vulnérabilité**.

55 % des Européens préfèrent garder **une égale distance** entre États-Unis et Chine. L'attachement à l'Union européenne reste majoritaire : **74 %** **veulent y rester**. En France, **27 %** souhaitent en sortir et **12 %** sont indécis. Le Brexit est jugé négatif par **63 %** des Européens (repoussoir plus qu'exemple). Les **inquiétudes se multiplient** : **guerre, climat, technologie, crises politiques internes**. Les **menaces perçues** incluent **terrorisme, antisémitisme et immigration**, avec fortes divergences nationales.

Une majorité demande **une réduction de l'État** et exprime une **défiance envers les élites**. La modernité technologique (IA, crypto, réseaux sociaux) suscite **plus d'angoisse que d'enthousiasme**. Les Européens valorisent davantage **culture, paysages et qualité de vie** que **puissance économique**. Le tableau révèle une Europe **inquiète, consciente de ses vulnérabilités**, mais traversée de fractures et paradoxes.

Source : *Le Grand Continent du 4 décembre 2025*



Programme de travail 2026 de la Commission européenne "L'Europe prend son indépendance"

Le 21 octobre 2025, la Commission européenne a dévoilé, devant le Parlement européen réuni en plénière à Strasbourg, son programme de travail pour 2026. Il repose notamment sur les **orientations politiques 2024-2029 de la Commission**, ainsi que sur les idées énoncées dans le discours sur l'état de l'Union 2025 de Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, au mois de septembre. Il met l'accent sur la souveraineté, la compétitivité et la sécurité. Il prévoit 47 initiatives législatives couvrant l'économie, l'énergie, la défense, l'emploi et l'environnement.

Le programme est centré sur l'idée d'une Europe capable de défendre ses intérêts face aux tensions géopolitiques et aux menaces sur la démocratie. Il envisage la réduction des lourdeurs réglementaires pour rendre l'Union plus agile et renforcer la compétitivité des entreprises. Il promeut des initiatives pour consolider la sécurité intérieure et développer une autonomie stratégique en matière de défense. Des mesures sont prévues pour accélérer l'innovation verte, soutenir la biodiversité et atteindre les objectifs climatiques. Dans le domaine de l'Europe Sociale : Un règlement est prévu fin 2026 sur les emplois de qualité et un paquet législatif sur la mobilité équitable de la main-d'œuvre, incluant un passeport européen de sécurité sociale et le renforcement de l'Autorité européenne du travail.

Le plan de travail 2026 est une feuille de route ambitieuse visant à renforcer l'**autonomie stratégique de l'Union** tout en poursuivant la transition écologique et numérique. Il combine des mesures économiques, sociales et sécuritaires pour faire de l'UE un acteur plus résilient et cohérent.

Source : La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe du 4 novembre 2025

